



## PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne

-----  
*Unité Territoriale 21*

### ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

----

**Société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING FRANCE**

----

Commune de DIJON

----

Le préfet de la région Bourgogne  
préfet de la Côte-d'Or  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement , livre I "dispositions communes" et notamment ses articles L.171-1 à L.171-12 ;

**VU** le code de l'environnement, livre V "prévention des pollutions, des risques et des nuisances" et notamment son article L.511-1 ;

**VU** le chapitre VII du titre V du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux produits et équipements à risques ;

**VU** le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du code de l'Environnement ;

**VU** le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 autorisant la société ALCAN PACKAGING FLEXIBLE EUROPE, dont le siège social est situé 17 Place des Reflets – La Défense - 92400 COURBEVOIE, à exploiter les installations de son établissement de DIJON ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 13 octobre 2015 et transmis à l'exploitant par courrier du 13 novembre 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

.../...

**CONSIDERANT** que des non-conformités majeures aux dispositions des articles 10 et 20 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

**CONSIDERANT** qu'une non-conformité majeure aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation a été relevée lors de l'inspection susvisée ;

**CONSIDERANT** que des non-conformités majeures aux dispositions des articles 4.2.4.1, 7.2.3 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009 susvisé ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

**CONSIDERANT** qu'une non-conformité aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression a été relevée lors de l'inspection susvisée ;

**CONSIDERANT** que les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis ;

**CONSIDERANT** que l'article L.171-8 du code de l'environnement stipule qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 -**

La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING FRANCE, dont le siège social est situé Immeuble Le Lavoisier – 4 place des Vosges – 92052 COURBEVOIE Cedex, est mise en demeure de respecter, sous un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- Concernant l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression, de respecter en tous points les prescriptions des articles 10 et 20 relatifs aux inspections et requalifications périodiques des équipements sous pression, et de l'article 15 relatif aux déclarations de mise en service d'équipements sous pression.

- Concernant l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, de respecter en tous points les prescriptions de l'article 49 relatif aux conditions de rejets à l'atmosphère.

- Concernant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009, de respecter en tous points les prescriptions des articles 4.2.4.1, 7.2.3, et 9.2.1 relatifs aux mesures de maîtrise des risques et aux conditions de rejets atmosphériques.

### **ARTICLE 2 -**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** - Délai et voie de recours (articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 DIJON. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

**ARTICLE 4** -

Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, M. le maire de DIJON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne,
- M. le directeur du service des archives départementales de la Côte-d'Or,
- M. le maire de DIJON,
- M. le directeur de la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING FRANCE.

Fait à DIJON, le 30 DEC. 2015

LE PRÉFET  
Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

  
Marie-Hélène VALENTE

